

Discours congrès ESS France – 12 juin 2024

Mesdames, messieurs, bienvenue à ce congrès de l'ESS, vous qui venez de tous les territoires français, y compris ultramarins, mais aussi de pays amis. Il me revient l'honneur de l'ouvrir, bien que je ne sois plus président d'ESS France depuis quelques heures.

C'est le deuxième congrès de l'ESS que nous organisons. Cette édition s'inscrit comme vous le savez dans le contexte du dixième anniversaire de la loi ESS. Mais je ne peux pas ouvrir ce congrès sans évoquer directement le contexte politique. Car, comme pour notre premier congrès en décembre 2021, nos débats qui pouvaient s'annoncer joyeux, prospectifs, conquérants (et ils doivent le rester), vont néanmoins s'inscrire dans la gravité de l'instant : celui d'une implantation électorale sans précédent de l'extrême-droite dans notre pays, et plus généralement d'une droite radicale et populiste dans toute l'Europe. Depuis hier, nous avons par ailleurs la confirmation que les digues tombent, et que nous avons potentiellement devant nous une droite qui est en froid avec l'Etat de droit, et qui combat l'idée que l'avenir de nos sociétés passera par plus de coopération et de solidarité. Les digues tombent, en même temps que les masques. Et nous voici projet contre projet.

Je me doute bien que nous n'avons pas tous ici les mêmes convictions politiques, et que nous les exprimons dans une assez large variété au moment des élections. C'est heureux et normal lorsque l'on représente une telle diversité d'organisations et d'activités, et que ce sont avant tout des histoires humaines. Et c'est même une force. Mais n'oublions pas notre unité dans cette diversité, celle que nous avons proclamée, en tant que militants de l'ESS en décembre 2021 à quelques encablures d'ici : en proclamant la « République de l'ESS », nous sommes convenus, tous ensemble, que nos raisons d'agir sont profondément ancrées dans une vision commune de la société et du monde.

Cette vision est celle d'une société apaisée et ouverte, démocratique et solidaire, innovante et coopérante. Une vision qui nous permet d'aller chercher le meilleur chez nos concitoyens, même lorsqu'ils souffrent ou qu'ils sont en colère, mais qui ne flatte pas les bas instincts. On peut trouver cela naïf, ou laxiste, ou généreux – je crois qu'il s'agit tout simplement de l'humanisme forcené, et qu'il nous appartient de l'opposer toujours et encore aux vents mauvais de la xénophobie décomplexée, de l'acceptation des inégalités, des attaques contre les fondements démocratiques, le tout enveloppé dans un pseudo patriotisme qui oublie tout ce qu'il doit à l'universel.

Alors que la convocation d'élections législatives anticipées nous fait craindre le pire, j'ai la conviction que nous avons à nous opposer fermement à la perspective d'avoir affaire dans trois semaines à une majorité de députés et à un gouvernement du RN épaulé de quelques complices – pour ne pas parler de collaborateurs. Il y a quelques semaines, nous déplorions la mort de notre ami Claude Alphandéry, et nous buvions ces dernières paroles de combattant. Nous y voilà mes amis, et nous avons de la chance : il ne s'agit que d'utiliser les armes démocratiques : celles du débat, de la parole, de la manifestation, du vote. Il faut nous opposer individuellement dans nos actes de citoyens, c'est une évidence. Mais il le faut aussi dans nos responsabilités de dirigeants, et si possible collectivement, pour ne pas laisser seuls les responsables politiques fixer les termes du débat – et donc de notre avenir. Je connais bien nos contradictions : nous sommes sans doute largement d'accord sur ce qu'il faut éviter, mais beaucoup moins sur le fait que nos organisations et entreprises puissent y prendre une part active par notre voix.

J'entends l'argument qui consiste à dire que nous ne pouvons pas trier nos adhérents, nos salariés, nos clients, en fonction de leurs opinions politiques, et que nous pouvons encore moins les prendre en otage avec nos convictions de dirigeants. Cet argument est légitime mais il n'est pas ici question

d'établir des discriminations en fonction de l'opinion des uns ou des autres ! D'abord parce que le vote est libre et que tous les électeurs du RN ne peuvent être taxés de racistes. Mais le fait est que le vote RN libère le racisme dans notre société et qu'il fait planer une menace réelle sur certains de nos concitoyens. Il est évident que nous n'avons pas tous à en souffrir de la même façon – mais ce n'est pas une raison.

C'est pourquoi il s'agit d'assumer le débat sur l'incompatibilité entre ce que nous défendons, et ce que nous promet l'extrême-droite – certes, ce sont des promesses politiques, mais quand même... Et si je peux me permettre : croyez-vous que certains milliardaires d'extrême-droite assumés s'embarrassent de tels états d'âme lorsqu'il s'agit de prendre le contrôle de nos données, des médias que nous lisons, de nos produits de consommation, de nos sources d'énergie ? Ne nous imposent-ils pas leur vision du monde ? Ne nous prennent-ils pas en otages ?

Comprenez-bien mon propos, qui est aujourd'hui peut-être un peu plus libre que d'habitude : l'ESS ne peut être partisane car il ne s'agit pas de donner des consignes de vote pour tel ou tel parti. Je l'ai dit : notre diversité est une force et il faut la préserver sans l'instrumentaliser ; mais l'ESS ne peut être neutre lorsqu'il s'agit d'atteintes délibérées à l'Etat de droit, d'atteintes à la justice sociale, d'atteintes à l'égalité entre les personnes à raison de leur genre ou de leurs origines... J'exagère ? Non, tout ceci figure dans le programme du RN et c'est même déjà la réalité en actes comme nos amis de Mayotte peuvent en témoigner. C'est pourquoi à l'issue de ce congrès, mon successeur Benoit Hamon, avec les nouvelles instances d'ESS France, lancera un appel à la « défense républicaine » - c'est bien le moins que nous pouvons faire dans ce moment historique pour notre démocratie. A vous d'agir, avec vos moyens – et peut-être un peu plus. La République, aujourd'hui, ce n'est pas seulement dans notre for intérieur d'électeur, c'est plutôt Fort Alamo. Nous avons une riche histoire, des réalisations fortes, des personnes formidables engagés à nos côtés... alors à quoi sert l'ESS si elle désarmée ? Si nous ne disons rien maintenant, que pourrons-nous dire de juste demain ?

Vous le savez, ce congrès est placé sous les auspices de notre imaginaire commun, celui qui nous anime et qui nous porte avec l'idée qu'il est toujours possible de faire en sorte que les choses aillent mieux – à condition de le rendre possible collectivement. Nous en sommes fiers, mais il faut bien reconnaître que cet imaginaire de progrès n'est pas suffisamment connu de tous, ni accessible à tous. Soyons humbles mais pas timides pour dire que nous travaillons à un monde meilleur – nous tous, quelles que soient nos activités, et qu'il suffit de le dire fort pour recommencer à gagner du terrain sur l'obscurantisme, sur l'injustice et sur l'égoïsme. Parce que nous sommes solidaires les uns des autres. Parce que nous faisons vivre la démocratie en dehors des assemblées parlementaires. Parce que notre conception de la valeur n'a pas de prix. Parce que nous respectons toutes les ressources que nous utilisons.

Ce que nous représentons par nos organisations, nos entreprises, nos réseaux, c'est l'idée confiante d'une économie citoyenne, en phase avec les besoins auxquels nous répondons par nos services, biens et activités – mais aussi en phase avec les enjeux plus globaux qui dessinent l'espace de notre responsabilité et qui justifie le choix d'une organisation reposant toujours sur le collectif : en ce sens, l'ESS est bien une économie populaire.

Notre congrès doit nous permettre de défricher les nouvelles conquêtes, les ambitions collectives qui vont non seulement permettre à l'ESS de gagner en reconnaissance et en positions nouvelles, mais aussi de lutter contre les « passions tristes » qui minent notre pays et notre démocratie. Nous savons tous que la démocratie politique va mal, qu'elle est souvent déconnectée et impuissante. L'audience de l'extrême-droite, qui se présente sous les habits du « bon sens » se nourrit largement de cela –

d'autant plus qu'elle bénéficie d'une présomption de virginité. Les divisions sempiternelles de la gauche sont désespérantes pour ceux qui fondent encore des espoirs en elle, et ses propres errements ne font pas de ses multiples boutiques des partenaires aussi naturels qu'ils l'ont parfois été. Quant au camp présidentiel, il se résume aux marques d'intérêt de nos ministres « de tutelle », tant son « logiciel disruptif » n'est pas tout à fait le nôtre sur bien des sujets.

Il va donc falloir compter en grande partie sur nous-mêmes. Car si nous savons que la démocratie politique est malade, nous constatons par nous-mêmes que nos concitoyens ont soif de justice et de reconnaissance, qu'ils sont dynamiques, solidaires, entreprenants... et qu'ils ne sont pas aussi renfermés sur eux-mêmes qu'on le dit. Qu'ils s'expriment de bien des manières et qu'ils ne pratiquent pas l'abstention en toutes circonstances. Ils veulent d'abord être vus, entendus et respectés. Ils ne veulent pas qu'on fasse leur bonheur à leur place, mais ils nous prient de ne pas le leur gâcher. Cela peut être notre rôle que de leur donner cette « haute visibilité » (comme pour les Gilets Jaunes il y a peu) : c'est donc à nos organisations de s'ouvrir, de se régénérer, de réhabiliter le débat et la délibération... et donc de sortir un peu de leurs habitudes.

L'ESS est une économie politique : non seulement car elle se soucie de la société et du monde dans lequel nous vivons, mais aussi parce qu'elle s'appuie sur la citoyenneté et sur le rêve d'une humanité fraternellement organisée. Parce qu'elle a besoin de la confrontation d'idées et des compromis fertiles qui en résultent, mais toujours dans des cadres patients à l'opposé de l'activisme souvent stérile des réseaux sociaux et de la mise en scène de soi-même. Il faut revendiquer cet autre rapport au temps, et même à l'espace. Nous sommes dans le concret et le relationnel, pas dans le virtuel et l'anonymat. Ce n'est pas toujours clinquant et il va falloir (cher Eric) « donner la fièvre de l'ESS ». Somme toute, à réapprendre à faire des choses plus grandes que ce que nous sommes chacun d'entre nous. Réconcilier l'ESS avec tout le potentiel qui est le sien.

Il nous faut pour cela des ambitions – c'est l'objet de ce congrès que d'en débattre (et merci pour vos nombreuses contributions), et mobiliser un imaginaire fort. Mais il nous faut aussi pouvoir nous appuyer sur une organisation commune qui soit toujours plus utile et efficace. Et puisque c'est l'heure de quitter mes responsabilités, je veux revenir sur ce que nous avons construit ensemble. Je ne vous assommerai pas d'un bilan, mais je veux retracer brièvement la route qui nous a conduits jusqu'ici.

Ce dont je suis le plus fier, entre nous, c'est que nous puissions dire de l'ESS qu'elle est désormais « une seule famille » : c'est au Forum ESS de Niort fin janvier que nous nous le sommes dit pour la première fois (avec Claire, Eric, Marion, et même Benoit). Je connais nos débats antérieurs et j'entends encore quelques esprits goguenards moquant nos têtes de réseaux éloignées du terrain et défendant au contraire le « small is beautiful » des entreprises sociales, ou l'inverse évidemment... J'ai toujours eu la conviction qu'il ne fallait pas choisir les uns contre les autres, et qu'il fallait au contraire écouter pour fédérer, comprendre pour unir, respecter pour agir. Il fallait du temps et nous l'avons pris – il fallait de l'énergie et vous m'en avez pris un peu... Le travail n'est évidemment pas terminé pour gagner en cohérence et en efficacité, pour renforcer les CRESS, pour diffuser la culture de l'ESS dans tous nos réseaux et dans nos organisations, pour développer les entreprises de l'ESS, pour promouvoir la citoyenneté économique et sociale...

Nous avons fait beaucoup mais je regrette surtout l'inachèvement du chantier des écosystèmes territoriaux, qui est essentiel à la réalisation de nos grandes ambitions : plus de mutualisations, plus de cohésion, plus de coopération entre nous, pour plus d'audience et de développement de l'ESS. Merci aux présidentes, présidents, directrices et directeurs de CRESS : vous êtes la première ligne de l'ESS dans les territoires et auprès des collectivités qui constituent aujourd'hui un terreau si favorable pour

l'ESS, en métropole et dans les outremer. Merci aussi à tous les membres d'ESS France d'avoir permis de renforcer la voix de l'ESS en plus de vos activités et préoccupations.

Nos relations avec l'Etat auront été ambivalentes et finalement insuffisantes, malgré la qualité du dialogue avec Olivia Grégoire aujourd'hui comme hier, et la présence à ses côtés de Maxime Baduel comme délégué ministériel. Nous mettons souvent en avant (à juste titre !) la faiblesse des moyens publics dédiés à l'ESS, mais au fond, notre faiblesse première est que nous demeurons incompris parce qu'insuffisamment clairs ou parfois insuffisamment unis. Peut-être même ne jouissons-nous pas d'un pouvoir suffisant de nuisance, dès lors que le respect ou la considération ne sont accordés qu'à ceux qui dérangent. Voilà de quoi réfléchir pour la suite...

Cher-e-s ami-e-s, une nouvelle équipe élue aux côtés de Benoit va prendre le relais et j'en félicite chacun des membres chaleureusement. Je laisserai Benoit la présenter plus tard. Mais je veux avoir quelques mots personnels envers l'équipe des salariés d'ESS France.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, il n'y avait que Céline et Djamilia, le délégué général venant de partir en retraite : c'était bien mais c'était peu... Puis arriva Lucie pour animer l'équipe et organiser la fusion avec le CNCRESS ; c'est ainsi que nous avons accueilli une demi-douzaine de nouveaux collaborateurs, dont l'excellente Marthe fut en quelque sorte la figure de proue avant de nous quitter pour d'autres cieux que je sais néanmoins cléments ; je pense aussi à Benjamin, Matthieu et Julien de l'Observatoire à Fabrice au développement économique... L'arrivée d'Antoine comme délégué général a marqué une troisième étape, qui nous amène à ce qui est aujourd'hui l'équipe d'ESS France, c'est-à-dire près de vingt personnes y compris nos stagiaires et alternants. Pauline et Mathilde au pôle affaires publiques et qui ont aussi tant fait pour la réussite de ce congrès, Marie à la communication, Clara à l'administration et aux finances, Michele à l'animation, Aurore bien sûr à la transition écologique... et tous les autres qui nous ont rejoints plus récemment : Elsa, Victoria, Inès, Steve, Raphaëlle, Chloé, Juliette et Jossie. J'emporte avec moi le souvenir de vos compétences incontestables et de votre engagement incroyable. Je reviens à toi Antoine : merci d'être un animateur hors pair en même temps qu'un technicien à l'expertise incontournable.

Mesdames, messieurs, il est temps pour moi à présent de passer le relais au nouveau président d'ESS France, Benoit Hamon. Je ne vous ferai pas l'affront de vous le présenter, et il prendra la parole demain en clôture de ce congrès. Notre long cheminement commun – en gros 35 ans, fait que nous nous connaissons bien. Je suis tout simplement fier qu'il ait été choisi par le CA d'ESS France pour me succéder, au terme d'un exercice transparent et ouvert. Son aura médiatique et son sens politique, ses solides convictions alliées à son parcours d'entrepreneur social, sa connaissance de nos enjeux notamment du fait de la loi qui porte son nom, seront des atouts déterminants pour la période qui s'ouvre : celle des nouvelles ambitions de l'ESS, mais potentiellement aussi celle de la résistance. Tu auras besoin, Benoit, de t'appuyer en confiance sur le collectif que nous avons patiemment constitué ces dernières années ; il est divers, talentueux, mais toujours fragile. Je veux au passage remercier Damien Baldin et Stéphane Junique, qui ont été tes concurrents, et qui t'ont assuré spontanément de leur soutien : merci à eux car il va falloir faire bloc.

Je veux enfin dire à mes collègues et amis Claire, Eric et Marion et quelques autres complices, avec lesquels nous avons tant partagé ces derniers mois, que nous devons préserver l'esprit de ce que nous avons vécu ensemble à Niort fin janvier dernier – et dont Benoit a été le témoin : être solidaires de nos combats respectifs, partager ensemble la même vision d'une démocratie apaisée mais exigeante, et travailler sans relâche au service d'une société plus fraternelle.

Je vous remercie.